

Objectif *Fonction Publique*

Toutes catégories

Réussir son concours administratif !

La culture administrative en 1000 QCM

**ADMINISTRATION - FONCTION PUBLIQUE -
MUTATIONS DU SERVICE PUBLIC**

- ▶ Institutions politiques, administratives et économiques
- ▶ Service public et modernisation de l'État
- ▶ Les 3 fonctions publiques et leurs agents
- ▶ Tests d'autoévaluation

Nicolas Di Méo et Michel Fol (dir.)



Autoévaluation diagnostique (séries 1 à 5)

I. Série mix 1¹

1. **Cherchez l'intrus. Parmi ces ministères, lequel n'est pas reconnu comme un ministère régalien ?**
 - A. le ministère des affaires étrangères
 - B. le ministère de la justice
 - C. le ministère des armées
 - D. le ministère de l'éducation nationale

2. **En cas de vacance, l'intérim de la présidence de la République est confié au :**
 - A. Premier ministre
 - B. président de l'Assemblée nationale
 - C. président du Sénat
 - D. président du Conseil constitutionnel

3. **Dans son acception organisationnelle, l'administration désigne :**
 - A. l'ensemble des personnes morales qui accomplissent des activités de service public
 - B. toute structure de productions répondant à des activités d'intérêt général
 - C. l'ensemble des organes publics assurant une mission de service public
 - D. les organismes privés assurant une mission de service public

1. Série mix réalisée par Dominique KERVADEC.

- 4. Quels sont les particularismes de la justice des mineurs ?**
- A. la primauté de l'éducatif sur le répressif
 - B. la spécialisation de la justice des mineurs
 - C. l'atténuation de la responsabilité en fonction de l'âge
 - D. l'exonération de toute condamnation
- 5. Selon le rapport annuel de la fonction publique, l'effectif global des agents de droit public, en 2019, hors contrats aidés, était de :**
- A. moins de 5 millions
 - B. entre 5 et 5,5 millions
 - C. entre 5,5 et 6 millions
 - D. plus de 6 millions
- 6. Pour un agent public, la faute est constituée dès la constatation :**
- A. d'une insuffisance professionnelle
 - B. d'un manquement aux obligations
 - C. d'une infraction pénale
 - D. d'une atteinte aux bonnes mœurs
- 7. Le manquement aux règles de la commande publique est sanctionné pénalement :**
- A. vrai
 - B. faux
- 8. De quand date la loi relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ?**
- A. 1901
 - B. 1981
 - C. 2005
 - D. 2016
- 9. Pour obtenir l'annulation d'un décret du président de la République qu'il estime illégal, à quelle juridiction doit s'adresser un citoyen ?**
- A. Tribunal administratif
 - B. Cour administrative d'appel
 - C. Conseil d'État
 - D. Cour de justice de la République
- 10. Au sein de la commission permanente d'une région, le nombre de vice-présidents fixé par le Code général des collectivités territoriales est de :**
- A. 4 au minimum
 - B. 16 au maximum
 - C. 30 % maximum de l'effectif légal du conseil régional
 - D. 40 % maximum de l'effectif légal du conseil régional

- 11. Laquelle de ces affirmations relatives au Centre national de la fonction publique territoriale n'est pas exacte ?**
- A. son siège est à Paris
 - B. c'est un établissement public national à caractère administratif
 - C. il exerce des missions obligatoires relatives à la formation des personnels
 - D. il est dirigé par un conseil d'administration exclusivement composé d'élus locaux
- 12. La liberté d'opinion et la liberté d'expression des fonctionnaires, recouvrent :**
- A. la liberté de conscience
 - B. La liberté d'adhérer à un parti politique
 - C. la liberté de candidater aux élections politiques
 - D. la liberté de publier des ouvrages
- 13. Les lignes directrices de gestion (LDG), généralisées par la loi du 6 août 2019, fixent dans chaque administration :**
- A. les orientations en matière de programmation des crédits et des emplois du budget opérationnel de programme
 - B. les orientations générales en matière de mobilité des agents
 - C. les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels
 - D. la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines
- 14. Le statut général des fonctionnaires reconnaît aux fonctionnaires le droit à ne pas être soumis à un harcèlement moral ou sexuel. Ce droit emporte un certain nombre de conséquences :**
- A. l'employeur doit à l'agent une protection
 - B. l'administration n'a pas d'obligation de mettre fin au harcèlement
 - C. en cas d'inaction, l'administration peut voir sa responsabilité engagée
 - D. aucune mesure discriminatoire ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire ayant témoigné, relaté les faits ou ayant intenté un recours visant à faire cesser ces faits

15. Quelle peine encourt un haut fonctionnaire lorsque, dans la déclaration de situation patrimoniale ou d'intérêts imposée par la réglementation, il omet de déclarer une partie substantielle de son patrimoine ou de ses intérêts ou fournit une évaluation mensongère de son patrimoine ?

- A. 45 000 euros d'amende
- B. trois ans d'emprisonnement
- C. interdiction des droits civiques
- D. interdiction d'exercer une fonction publique

16. Les Greta sont les structures de l'éducation nationale qui organisent des formations pour adultes dans pratiquement tous les domaines professionnels :

- A. vrai
- B. faux

17. L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) :

- A. a été totalement supprimé
- B. a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2021 pour une suppression fixée au 1^{er} janvier 2022
- C. a été remplacé par un impôt de financement de l'investissement (IFI)
- D. a été remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)

18. L'administration de contrôle de l'État se distingue par deux catégories d'organes centraux : les organes externes et les organes internes. Parmi ces derniers, il y a :

- A. l'inspection générale des finances
- B. l'inspection générale des affaires sociales
- C. la Cour des comptes dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles
- D. le Conseil d'État dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles

19. La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) est-elle une institution de l'Union européenne ?

- A. oui
- B. non

20. En quelle année la Cour des comptes a-t-elle été créée ?

- A. 1807
- B. 1870
- C. 1919
- D. 1945

7. Quel est l'échelon territorial de référence pour la mise en œuvre des politiques de l'État ?

- A. commune
- B. intercommunalité
- C. département
- D. région

8. Combien existe-t-il de régions pénitentiaires en métropole ?

- A. 9
- B. 15
- C. 20
- D. 27

9. L'initiative d'une révision de la Constitution appartient :

- A. au président de la République
- B. aux parlementaires
- C. au Conseil d'État
- D. au président du Conseil constitutionnel

10. Les administrations centrales prennent officiellement le nom de « ministères » pendant :

- A. la Révolution française
- B. la Monarchie de Juillet
- C. le Front populaire
- D. la France de Vichy (L'État français)

11. Quand elle est exercée sous le contrôle d'une personne publique et qu'elle recouvre des activités d'intérêt général transformées en service public, la notion de service public intègre les missions :

- A. de sécurité civile et nationale
- B. d'aide au développement économique
- C. d'éducation et de culture
- D. de protection sociale et sanitaire

12. Dans la fonction publique hospitalière, sont employeurs :

- A. les maisons de retraite publiques
- B. les établissements à caractère public relevant de l'aide sociale à l'enfance
- C. les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics
- D. les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés

13. Le fonctionnaire poursuivi a droit de :

- A. faire appel à un avocat commis d'office
- B. demander la communication de son dossier
- C. faire appel à un délégué syndical
- D. faire appel à un membre de sa famille

14. Que signifie le sigle DGCCRF ?

- A. Délégation générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- B. Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des Fraudes
- C. Direction générale du commerce, de la consommation et des réseaux franchisés
- D. Délégation générale du contrôle comptable et de la répression des fraudes

15. La loi de transformation de la fonction publique crée un nouveau type de contrat de recrutement d'agents non titulaires :

- A. le contrat de projet
- B. le contrat d'objectifs
- C. le contrat de mission
- D. le contrat à objet défini

16. Les agents ont droit à la protection fonctionnelle contre les attaques ou menaces dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Bénéficiaire de ce droit :

- A. les fonctionnaires
- B. les agents contractuels
- C. les anciens fonctionnaires, dans le cadre des fonctions exercées quand ils étaient en activité
- D. les ayants droit des fonctionnaires, tels que les conjoint ou enfants

17. Dans la fonction publique, les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'au terme d'une procédure disciplinaire :

- A. vrai
- B. faux

18. Lesquels de ces agents territoriaux sont privés du droit de se retirer d'une situation de travail présentant un danger grave et imminent pour leur vie ou leur santé ?

- A. policiers municipaux
- B. infirmiers territoriaux
- C. sapeurs-pompiers professionnels
- D. agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

